



**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES  
DU MAIRE**

-----

**N° 399   Objet : ANNULE et REMPLACE l'arrêté n°150 en date du 30 Mars 2017  
Rue Victor Hugo (Aménagements du PEM)  
Stationnements réservés aux personnes handicapées ou à mobilité réduite  
sur 2 emplacements (dans sa partie comprise entre les rues Joseph Lamour  
de Caslou et du Capitaine Martin)**

Le Maire de la Ville de REDON,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la route portant règlement général de la circulation,

Vu l'article R 610-5 du code pénal,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié, sur la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu le décret n° 2006-1657 du 21 décembre 2006 relatif à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics,

Vu le décret n° 2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics,

Vu l'arrêté ministériel du 15 janvier 2007 relatif aux caractéristiques techniques de l'accessibilité à la voirie et aux espaces publics (application du décret n° 2006-1658 du 21 décembre 2006),

Vu les Lois dites « MAPTAM » du 27 janvier 2014 et « ALUR » du 24 mars 2014 et notamment l'article L.5211-9-2 du CGCT prévoyant le transfert automatique des pouvoirs de police spéciale des Maires au Président de l'EPCI,

Vu l'arrêté n°2017-560 de la Communauté de Communes du Pays de Redon en date du 6 juillet 2017 portant renoncement au transfert des pouvoirs de police spéciale des Maires au Président de la CCPR et notamment en matière de voirie pour la circulation et le stationnement, ainsi que pour la délivrance des autorisations de stationnement de taxi,

Vu l'arrêté municipal n°150 en date du 30 Mars 2017,

Considérant que dans les 6 mois qui ont suivi l'élection du Président de l'EPCI, le Maire de Redon n'a pas notifié son opposition au transfert de ses pouvoirs de police spéciale. L'ensemble des arrêtés pris en matière de voirie pour la circulation et le stationnement, ainsi que pour la délivrance des autorisations de stationnement de taxi, ont nécessité d'être mis en conformité,

Considérant que l'accroissement des difficultés de stationnement pénalise tout particulièrement les personnes handicapées ou à mobilité réduite, et qu'il appartient au Maire de prendre toutes les mesures d'assistance et de secours,

Considérant qu'il est nécessaire de réserver 2 emplacements de stationnement pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite rue Victor Hugo dans sa partie comprise entre la rue Joseph Lamour de Caslou et la rue du Capitaine Martin (Aménagements du PEM),

**ARRETE :**

**ARTICLE I** : Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n°150 du 30 Mars 2017, néanmoins les mesures prises en matière de réglementation de voirie et notamment du stationnement restent et demeurent inchangées.

**ARTICLE II** : Sont exclusivement réservés aux véhicules munis du macaron grand invalide de guerre (GIG) ou grand invalide civil (GIC) ou de la carte de stationnement de modèle communautaire pour personne handicapée, les emplacements de stationnement, situés rue Victor Hugo dans sa partie comprise entre la rue Joseph Lamour de Caslou et la rue du Capitaine Martin, définis comme suit :

- ❖ le premier emplacement situé du côté du Parc Anger
- ❖ le second emplacement situé du côté de la voie SNCF

⇒ Le stationnement sans autorisation d'un véhicule sur l'un de ces emplacements réservés est considéré comme gênant et constitue une infraction au sens de l'article R. 417-11 du Code de la Route.

**ARTICLE III** : La signalisation adéquate informant les conducteurs de cette prescription sera matérialisée conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE IV** : Le présent arrêté prendra effet dès la mise en place de la signalisation qui convient.

**ARTICLE V** : Le Maire de REDON, le Capitaine de Brigade de Gendarmerie chargé de la circonscription, le Chef de service de la Police Municipale, le Directeur Général des Services, le Directeur des Services Techniques, les agents placés sous leurs ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



A REDON, le 18 Juillet 2017

Le Maire

Pascal DUCHÊNE